

L'économie de la Martinique en 2016 À la recherche d'un nouveau souffle

En 2016, si les signes d'une véritable relance se font encore attendre, l'économie martiniquaise maintient cependant une trajectoire positive. En particulier, l'indicateur du climat des affaires (ICA) parvient à se maintenir au-dessus de sa moyenne de longue période sur tout l'exercice.

Dans un contexte macroéconomique caractérisé par la stabilisation des prix et la baisse du nombre de demandeurs d'emploi, la consommation des ménages conserve un rythme de croissance positif. L'investissement des entreprises s'inscrit toujours en hausse et les échanges commerciaux progressent. Cette tendance générale masque toutefois des disparités sectorielles. D'une part, l'agriculture est fragilisée par les intempéries en fin d'année, tandis que le BTP et l'industrie font face à des difficultés croissantes. D'autre part, le secteur agroalimentaire enregistre, comme en 2015, des résultats encourageants, et les activités tertiaires sont globalement bien orientées. L'activité commerciale est stable tandis que le tourisme gagne en vigueur.

En parallèle, l'activité de financement demeure soutenue, preuve du maintien d'un cycle économique positif. Les encours bancaires de crédits à la consommation des ménages et de crédits d'investissement des entreprises sont particulièrement dynamiques.

DES FONDAMENTAUX FAVORABLES AU DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

Bonne tenue de l'indicateur du climat des affaires

L'ICA demeure supérieur à sa moyenne de longue période durant tout l'exercice 2016 et s'établit à 106,0 en fin d'année (+1,7 point en glissement annuel). Les signes d'amélioration constatés en 2015 se confirment donc, malgré quelques hésitations en début d'année. Le moral à la hausse des entrepreneurs repose essentiellement sur l'amélioration de l'activité et des prix. Il se traduit par la bonne tenue des prévisions d'investissement.

En fin d'année, les chefs d'entreprise se montrent dans l'ensemble optimistes pour les mois à venir, suggérant que le courant d'affaires devrait conserver une évolution favorable en 2017.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne de longue période)



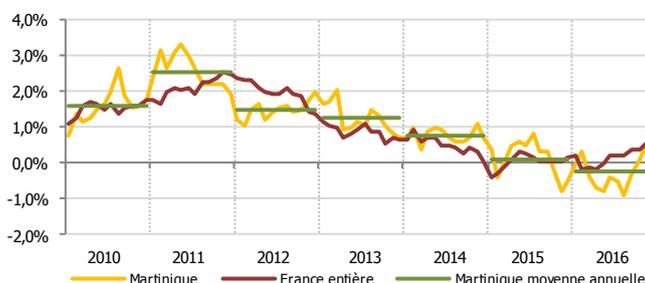
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Faible évolution des prix

En moyenne annuelle, l'inflation s'inscrit pour la première fois depuis 2009 en territoire négatif, à -0,2 %. La faiblesse de l'évolution des prix, qui perdure depuis 2014, est également visible au niveau national (+0,2 %) et tient essentiellement à la chute des cours mondiaux des produits pétroliers.

La baisse marquée des prix de l'énergie (-5,3 %) et des produits manufacturés (-1,0 %) est neutralisée par l'augmentation plus modérée des prix de l'alimentation (+1,3 %) et des services (+0,6 %).

Indice des prix à la consommation
(glissement annuel et moyenne annuelle)



Source : INSEE

L'embellie sur le marché du travail se poursuit

À fin décembre 2016, 40 759 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) ont été enregistrés, soit une diminution de 5,1 % par rapport à fin décembre 2015. Cette embellie est essentiellement portée par les demandeurs d'emploi les plus jeunes (moins de 25 ans), dont le nombre recule de 11,3 %, et par le repli des inscriptions des demandeurs d'emploi de longue (chômage supérieur à un an) et très longue (chômage supérieur à deux ans) durée, qui chutent respectivement de 15,5 % et 14,9 %. En revanche, le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans progresse (+2,1 %).

Cette baisse tient aussi en partie à l'augmentation du nombre de DEFM en catégorie D (demandeurs non tenus de rechercher un emploi pour cause de formation, de stage, ou de maladie), qui bondit de 74,7 % sur un an¹, comme au déficit migratoire particulièrement marqué sur le territoire pour la classe d'âge des 18-27 ans² (1 900 sorties estimées par an).

Par ailleurs, le nombre d'offres d'emploi collectées se stabilise à 9 460 (-0,7 % sur l'année). La hausse des offres de CDD ou de missions de 1 à 6 mois (+17,6 %) est compensée par la baisse des offres de CDI ou de CDD de plus de six mois (-9,0 %). Globalement, les offres d'emploi satisfaites, tous types de contrats confondus, sont stables (+0,4 %) à 7 957.

Une consommation des ménages résiliente

En dépit de quelques signes d'essoufflement au cours de l'année, la consommation des ménages s'est maintenue en 2016. Si le chiffre d'affaires des hypermarchés se stabilise (-0,8 % sur un an), les importations de biens de consommation durables et non durables sont orientées positivement (respectivement +1,5 % et +1,2 %, en valeur). Le marché des véhicules particuliers neufs reste particulièrement dynamique, les immatriculations progressant de 9,8 % sur un an.

De même, les encours de crédits à la consommation des ménages affichent une hausse de 6,6 % sur un an à fin décembre. En revanche, selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, les professionnels du secteur commercial ne semblent pas encore profiter de ce vent favorable et font état d'une activité atone.

Une dynamique d'investissement bien orientée

Après six années de repli, les intentions d'investissement sont, depuis deux ans, bien orientées (supérieures à leur moyenne de longue période), en particulier pour le secteur de l'agroalimentaire et du tourisme. Néanmoins, les chefs d'entreprise ne retrouvent pas encore l'enthousiasme qui précédait la crise de 2009 et leurs investissements seraient essentiellement consacrés au maintien de l'outil de production.

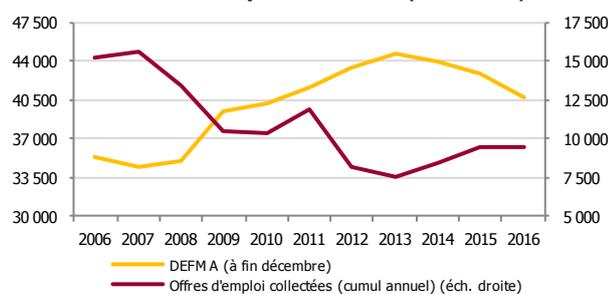
Cette propension à investir se traduit toutefois par une progression des encours de crédits d'investissement des entreprises (+8,8 % sur un an), associée à une hausse comparable des importations de biens d'investissement (+8,4 %). En revanche, les entreprises semblent avoir achevé le renouvellement de leur parc automobile en 2014 (+5,8 %) et en 2015 (+12,9 %), les immatriculations de véhicules utilitaires neufs s'inscrivant en baisse en 2016 (-1,1 %).

Hors produits pétroliers, les échanges extérieurs progressent

En 2016, hors produits pétroliers, les importations de biens augmentent de 2,7 % et atteignent 2 144 millions d'euros, sous l'effet de la hausse des importations des matériels de transport (+5,1 %) et des autres produits industriels (+4,6 %). S'agissant des exportations hors produits pétroliers, elles croissent à 229 millions d'euros (+7,3 %), portées par le rebond exceptionnel des exportations de matériels de transports (+149,7 %), en lien avec une commande de carénage, et par la progression des exportations de produits agroalimentaires (+11,6 %). Il convient toutefois de noter la baisse des exportations de produits agricoles sur l'année (-13,1 %), conséquence d'une production affaiblie par les intempéries survenues au dernier trimestre 2016 (cf. *infra*).

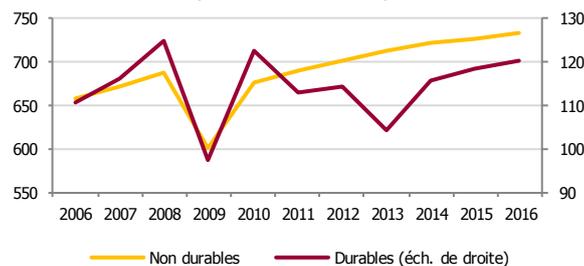
Les échanges de produits pétroliers sont, pour leur part, orientés à la baisse. Les importations reculent à 433 millions d'euros (-24,0 %) et les exportations à 198 millions d'euros (-29,8 %). Cette évolution tient tant à une baisse des échanges en volume (-9,0 % et -32,6 %) qu'à l'évolution des cours mondiaux des produits pétroliers, le cours du baril du Brent en euros ayant chuté de 15,6 % en moyenne annuelle entre 2015 et 2016. Aussi, compte tenu de l'importance des échanges de produits pétroliers dans le commerce extérieur martiniquais, globalement, les importations et les exportations de biens sont en repli, respectivement à 2 576 millions d'euros (-3,0 %) et 427 millions d'euros (-13,8 %).

Demandeurs d'emploi et offres d'emploi collectées (en nombre)



Sources : SMT, Pôle emploi - Dares

Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



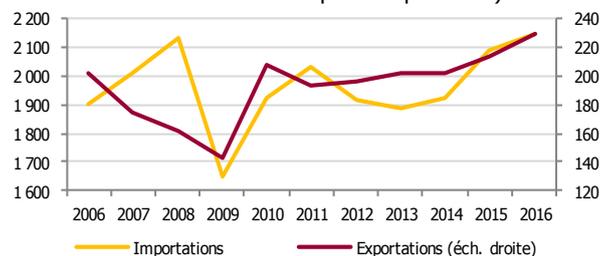
Sources : Douanes

Prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (en millions d'euros, hors services & hors produits pétroliers)



Source : Douanes

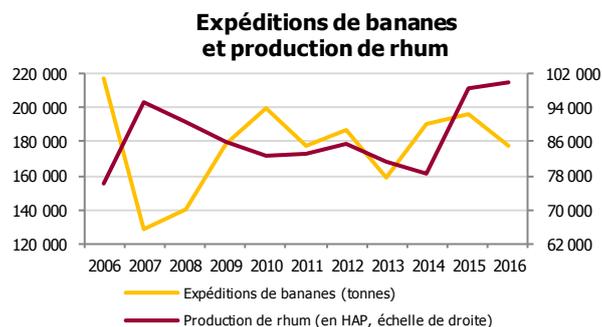
¹ Voir en ce sens la déclinaison locale du plan national « 500 000 formations », actée en avril 2016, qui se traduit par le doublement du nombre de formations financées par l'État, soit 7 500 en 2016.

² INSEE Flash n°57 - janvier 2017 : « La baisse de la population martiniquaise se poursuit en 2014 ».

UNE ACTIVITÉ ENCOURAGEANTE DANS LE TERTIAIRE, PLUS CONTRASTÉE DANS LES AUTRES SECTEURS

Les filières agricoles et agroalimentaires enregistrent des résultats mitigés

En 2016, les filières agricoles ont été impactées par des aléas climatiques exceptionnels, dont une pluviométrie excédentaire de 12 % sur l'année par rapport à la normale. En premier lieu, avec un dernier trimestre marqué par le passage de la tempête Matthew (28 et 29 septembre) et des précipitations dépassant, selon les communes, de 40 % à 80 % les moyennes de longue période, la filière banane a enregistré de lourdes pertes en fin d'année qui devraient également se répercuter sur la production en 2017. On compte ainsi 177 239 tonnes de bananes expédiées en 2016, soit -9,8 % sur un an. S'agissant du secteur cannier, si la météo depuis la campagne 2015 a favorisé la quantité de cannes récoltées en 2016, à un niveau inégalé depuis l'année 2002 (+8,9 % sur un an, à 225 951 tonnes), l'ensoleillement légèrement en deçà des normales a en revanche amoindri sa teneur en sucre (10,61g pour 100g de canne, contre 12,53g en 2015).



Source : DAAF, CODERUM

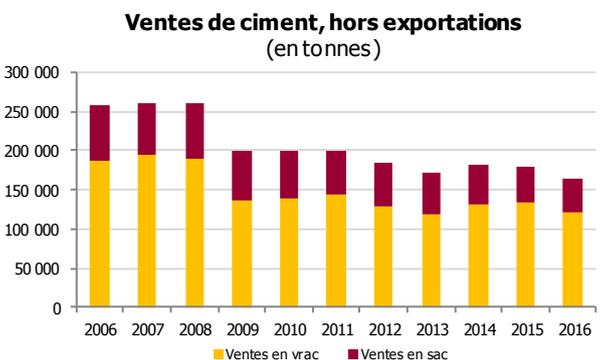
Au sein des filières d'élevage, les résultats sont stables. La production locale de viande se maintient (+0,1 %) à 3 844 tonnes. La contraction des abattages de viande bovine (-5,3 %) est compensée par la hausse des abattages de viande porcine (+2,8 %) et de volailles (+3,5 %).

Dans le secteur agroalimentaire, alors même que la quantité de cannes livrées à l'usine du Galion a progressé de 5,3 % à 49 800 tonnes, la production de sucre recule de 20,1 % pour atteindre 2 291 tonnes, en lien avec la moindre teneur en saccharose. À l'inverse, l'augmentation du volume de cannes destinées aux distilleries à un niveau record (+9,9 %, soit 176 871 tonnes) a été suffisante pour permettre une légère progression (+1,1 %) de la production de rhum à 99 846 hectolitres d'alcool pur (HAP). Ainsi, les expéditions de rhum augmentent de 4,0 % en 2016. Dans le même temps, les exportations de produits agroalimentaires hors rhum – essentiellement sodas et eaux – progressent également sensiblement (+21,6 %).

Le BTP et l'industrie en difficulté

Après une année 2015 déjà difficile, les indicateurs relatifs aux secteurs du BTP et des industries témoignent d'un repli d'activité sensible en 2016, comme le déplorent les entrepreneurs.

Les ventes de ciment se contractent de 8,4 % à 164 246 tonnes. Après un léger rebond en 2015 grâce à l'achèvement du chantier du TSCP (ligne de transport en commun), les ventes en vrac (généralement destinées aux chantiers d'envergure) reculent de 9,2 % à 121 250 tonnes. Les ventes en sacs (plutôt dédiées à la construction privée) diminuent davantage, de 6,2 %, à 42 996 tonnes. Les attestations de conformité électrique pour les logements neufs baissent de 6,0 % (Consuel). Enfin, signe d'une activité industrielle défavorable, les ventes de fioul « essentiellement destinées aux entreprises » se replient également, de 8,8 %.



Source : Ciment Antillais

Les professionnels de la construction restent peu optimistes pour l'année 2017. Selon eux, le faible nombre de chantiers programmés ne devrait pas permettre de redresser la situation.

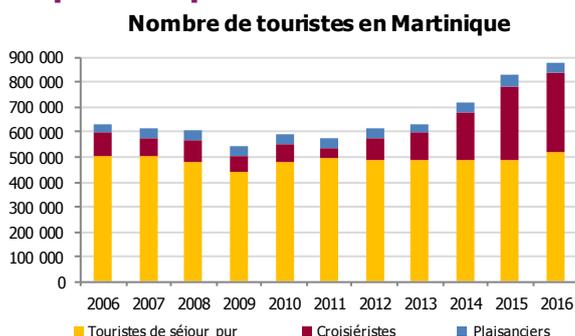
L'activité commerciale dans l'attente d'une consolidation de la demande

En dépit d'une consommation des ménages qui se maintient, l'activité commerciale semble manquer de souffle. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce font part d'une demande instable. Ils déplorent la dégradation de leurs charges d'exploitation et de leur trésorerie, ainsi que l'allongement des délais de paiement. Par ailleurs, selon les professionnels, le déclin du petit commerce se poursuit au profit d'une plus grande concentration du secteur et d'un adossement à des enseignes nationales.

Croissance soutenue pour la croisière, inflexion positive pour l'hôtellerie

En 2016, le segment de la croisière poursuit un rythme de croissance soutenu. Le nombre de croisiéristes atteint 323 746 en 2016 (+8,1 %), la barre des 300 000 n'ayant plus été dépassée depuis 1999. De surcroît, le placement de la Martinique en tête de ligne de plusieurs croisières entraîne une multiplication des lignes aériennes charters depuis l'Amérique latine et l'Europe pour l'acheminement des croisiéristes.

Ce phénomène, conjugué à l'ouverture ou à la reconduction de nouvelles liaisons aériennes régionales et internationales, se traduit par une hausse marquée de fréquentation à l'aéroport Aimé Césaire. Elle enregistre un record de 1 801 083 passagers (hors transit), soit +10,2 % sur un an.



Source : Comité Martiniquais du Tourisme, DDPAF

Après une année 2015 difficile pour l'hôtellerie, le secteur est marqué en 2016 par l'ouverture d'un nouvel établissement quatre étoiles à Fort-de-France et affiche des signes de redressement.

L'amélioration, perceptible sur le premier trimestre 2016, a été contrariée sur le reste de l'année, notamment en raison du Zika. Toutefois, sur un an, les principaux indicateurs de performance restent orientés favorablement. Selon le groupement d'hôteliers Ziléa, le nombre de chambres louées s'inscrit en hausse de +6,0 %, allant de pair avec l'augmentation du nombre de nuitées de 4,0 %.

S'il reste peu satisfaisant, le taux d'occupation passe à 56,2 %, gagnant ainsi 0,9 point par rapport à 2015. En revanche, des concessions semblent avoir été faites sur les prix, le revenu moyen par chambre louée affichant un léger repli de 2,1 % (-2 euros). Le moral des hôteliers interrogés demeure donc mitigé, mais ces derniers se montrent toujours enclins à investir.

L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE PROGRESSE

L'activité de crédit reste bien orientée

À fin décembre 2016, l'encours sain de crédit à la clientèle s'établit à 8,9 milliards d'euros, maintenant un taux de croissance favorable sur l'année (+3,4 %). Les entreprises et les ménages contribuent à cette hausse tandis que les encours se contractent pour les collectivités.

Côté entreprises, le financement gagne en dynamisme. L'encours croît de 5,0 % en glissement annuel (après +2,4 % en 2015), à 3,51 milliards d'euros, essentiellement tiré par les crédits à l'investissement (+8,8 %). Les crédits immobiliers des entreprises enregistrent une hausse plus modérée (+2,0 %) et l'encours de crédit d'exploitation se stabilise (+0,2 %).

Côté ménages, l'encours sain de crédit s'élève à 3,56 milliards d'euros. Il augmente de 3,4 %, moins vigoureusement qu'en 2015 (+6,7 %), en lien avec le ralentissement de la croissance des crédits à l'habitat (+2,3 % après +5,6 %). Les crédits à la consommation affichent à l'inverse une hausse significative (+6,6 %).

En revanche, l'encours sain de crédits octroyés aux collectivités locales est en repli à 1,26 milliard d'euros (-1,6 %), sous le seul effet du recul des crédits d'exploitation (-61,5 %). Pour leur part, les crédits d'investissement sont en effet relativement stables (+0,9 %).

Le portefeuille s'assainit davantage

Le risque de crédit diminue pour la deuxième année consécutive.

Ainsi, les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 493,1 millions d'euros à fin 2016 (-4,3 %) et le taux de créances douteuses tombe sous la barre des 6 % (5,6 %, soit -0,4 point sur un an).

Les actifs financiers sont en hausse

Les avoirs financiers détenus par les agents économiques atteignent 7,4 milliards d'euros en fin d'année (+3,6 % sur un an).

Les ménages concentrent l'essentiel des actifs financiers, avec 5,2 milliards d'euros (+1,9 %). Leur prédilection pour les dépôts à vue se confirme en 2016 (+5,9 % après +7,2 % en 2015). Ils plébiscitent encore l'épargne de long terme (+2,5 %), et plus particulièrement les plans d'épargne logement (+3,7 %) et les contrats d'assurance-vie (+3,1 %). En revanche, les placements liquides ou à court terme des ménages se contractent (-1,7 %).

Les entreprises aussi accroissent leurs liquidités. Fin 2016, leurs avoirs financiers s'élèvent à 1,7 milliard d'euros (+3,6 %), hausse tirée par les dépôts à vue (+10,4 %) et l'épargne de long terme (+15,6 %).

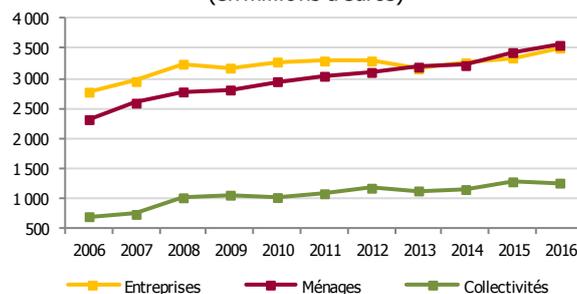
AMORCER UN NOUVEL ÉLAN

L'économie martiniquaise conserve en 2016 la trajectoire positive empruntée depuis 2014. La croissance reste cependant timide, principalement portée par les activités de services, mais freinée par les difficultés de certains secteurs emblématiques tels que l'agriculture et le BTP.

Aujourd'hui, les attentes se portent sur le nouveau cycle d'investissements de la Collectivité territoriale de la Martinique, ou bien encore sur un meilleur développement des potentialités du secteur du tourisme.

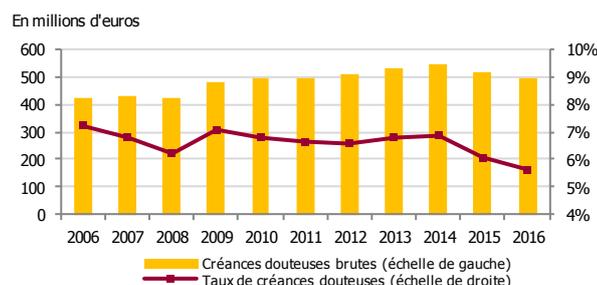
Mais au-delà, l'élan économique attendu doit contribuer à la création d'emplois, tout en prenant en compte le changement démographique (baisse et vieillissement de la population). Ceci nécessite, pour l'économie de la Martinique, d'amorcer de nouveaux moteurs de croissance, durables, en tirant parti par exemple de ses atouts en matière d'économie bleue ou de développement de filières vertes.

Évolution des encours sains de crédits
(en millions d'euros)



Source : IEDOM - Surfi

Évolution de l'encours douteux brut
des établissements installés localement



Source : IEDOM - Surfi

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directrice de la publication : M.-A. POUSSIN - DELMAS – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 03 avril 2017 – Dépôt légal : avril 2017 – ISSN 1952-9619